

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5° année / N° 213

du 20 au 26 mars 1987

POLITIQUE

Un an après, le Guatemala n'a pas changé, déclare l'URNG
Deux nouveaux généraux
Un plan de réorganisation nationale est annoncé
Un responsable syndical est attaqué
Poursuites contre un dirigeant paysan
L'Institut agraire provoque la division
On craint des expulsions massives des Etats-Unis
Protestations contre l'aide policière allemande au Guatemala
Des syndicalistes latino-américains dénoncent la violence

ECONOMIE

On annonce l'unification du change de devises
Un bilan commercial positif avec la RFA

MOUVEMENT POPULAIRE

La police expulse des paysans

SITUATION SOCIALE

60 mille enfants souffrent de problèmes respiratoires

DROITS DE L'HOMME

Quatre perquisitions extra-judiciaires
Un exilé assassiné
Un étudiant enlevé et assassiné
Une enseignante part en exil
Les modifications au code pénal sont approuvées

REFUGIES

Paix, travail et sécurité sont les conditions pour le retour

MISE AU POINT POLITIQUE

Un avenir incertain pour la neutralité
Sur le chemin du durcissement

4° P. 12315

POLITIQUE

UN AN APRES, LE GUATEMALA N'A PAS CHANGE, DECLARE L'URNG

Selon le bulletin international de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) du mois de mars 87, la poursuite de la politique anti-insurrectionnelle et de la répression met en évidence le fait fondamental que, jusqu'à aujourd'hui, le président Vinicio Cerezo a manqué de volonté politique pour affronter l'institution militaire qui exerce réellement le pouvoir au Guatemala.

Les révolutionnaires guatémaltèques soulignent que quand Cerezo est devenu président du Guatemala en 1986 "une possibilité de changement semblait s'ouvrir pour le pays", mais que, malgré les pressions de différents secteurs, l'appareil anti-insurrectionnel est resté en place et que le gouvernement démocrate-chrétien a offert une couverture politique à la pratique génocide de l'armée.

Cette analyse, tout en admettant que Cerezo a pris en charge un pays en crise, considère que le nouveau gouvernement a choisi la concertation avec la capital privé, "garantisant les intérêts de ce secteur dominant", au lieu d'impulser des mesures de type structurel afin de corriger les profondes inégalités au sein de la société guatémaltèque.

DEUX NOUVEAUX GENERAUX

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a annoncé le 23 mars que le colonel Manuel Antonio Callejas y Callejas, actuel sous-chef de l'état-major de la Défense, et le colonel Jose Luis Diaz Munoz, chef de la brigade "Maréchal Zavala", seront promus généraux au 1^o avril.

Gramajo a déclaré que le coup d'état de mars 82 impliquait un réajustement à l'intérieur de l'armée et que les effets de la rupture des mécanismes de promotion étaient encore perceptibles. Il a néanmoins affirmé que l'espace existait pour la nomination d'une quinzaine de nouveaux généraux, dont deux ou trois généraux de brigade, le grade le plus élevé auquel on puisse être promu.

UN PLAN DE REORGANISATION NATIONALE EST ANNONCE

Le 19 mars, le président Vinicio Cerezo a annoncé la réalisation d'un plan de réorganisation nationale fixant neuf priorités prolongeant les mesures impulsées par le précédent plan de restructuration économique et sociale. Au cours d'une déclaration télévisée, le président a signalé que les neuf points prioritaires seront l'adduction d'eau (pour la consommation et l'irrigation), la distribution de terres, la construction de chemins et de routes vicinales,

la remise de dix mille lots de logement minimum, la sécurité alimentaire, la promotion des exportations, la sécurité urbaine, la santé et l'éducation primaire.

Cerezo a averti que si les paysans continuaient à envahir pacifiquement des terres en friche "il y aurait des massacres dans le pays". Il a par ailleurs rejeté les rumeurs de coup d'état possible, tout en appelant tous les secteurs qui avaient soutenu sa candidature à se regrouper autour de lui.

UN RESPONSABLE SYNDICAL EST ATTAQUE

Selon un texte diffusé le 23 mars, l'Association nationale des travailleurs de la santé publique et de l'assistance sociale a exigé du gouvernement une enquête immédiate sur l'acte "d'intimidation" dont a été victime, il y a quelques jours, l'un de ses responsables quelques minutes après qu'il soit sorti de l'hôpital général de Quezaltenango. Le jeudi 19 mars, des individus non-identifiés ont agressé le dirigeant syndical de cette organisation (dont le nom n'a pas été donné pour des raisons de sécurité), déguisant leur acte en délit de droit commun, affirme la déclaration.

POURSUITES CONTRE UN DIRIGEANT PAYSAN

Le 17 mars, l'Union nationale agricole (UNAGRO), la plus importante organisation du secteur agro-exportateur du pays, a annoncé qu'elle poursuivrait prochainement en justice le prêtre Andres Giron, leader de milliers de paysans qui exigent la remise de terres pour les travailler. Il serait accusé d'incitation à la délinquance. De son côté, Rodolfo Estrada, ministre de l'Agriculture, a refusé la destitution du président de l'Institut national de transformation agraire (INTA), Nery Samayoa, exigée par le Mouvement paysan pour la terre, dirigé par Giron.

L'INSTITUT AGRAIRE PROVOQUE LA DIVISION

Des paysans armés de machettes se sont opposés à la remise de quelques 69 hectares d'une propriété située dans la commune de San Pablo à d'autres paysans de la commune voisine de San Rafael Pie de la Cuesta, dans le département de San Marcos. Cette remise était faite par Nery Samayoa, président de l'Institut national de transformation agraire (INTA), et l'information a été donnée le 19 mars par la presse locale.

Les paysans de San Pablo ont expliqué que ces terres étaient sous la juridiction de leur commune et qu'elles allaient être remises à des membres d'une autre commune.

ON CRAINT DES EXPULSIONS MASSIVES DES ETATS-UNIS

Catalina Soberanis, ministre du Travail, a déclaré le 23 mars que l'éventuel retour des milliers de guatémaltèques qui se trouvent en situation illégale aux Etats-Unis créerait un grave impact sur l'économie du pays en l'absence de solution aux problèmes sociaux qu'il impliquerait. Cet impact consisterait dans la réduction de l'entrée de devises envoyées par les émigrés à leur famille, a signalé la ministre.

Soberanis a estimé qu'entre 700 mille et un million de guatémaltèques vivent illégalement aux Etats-Unis. Elle a annoncé qu'elle se réunira avec ses homologues centraméricains afin de formuler une demande régionale qui permette l'élargissement du délai établi par la loi Simpson-Rodino.

PROTESTATIONS CONTRE L'AIDE POLICIERE ALLEMANDE AU GUATEMALA

Le député social-démocrate d'Allemagne fédérale, Freimut Duve, a présenté le 24 mars une protestation officielle dénonçant l'aide technique que le gouvernement de son pays offre à la police guatémaltèque. Le député a signalé que les violations des droits de l'homme se poursuivaient au Guatemala sans que la police ne fasse le moindre effort pour enquêter à ce propos ou protéger la population.

Duve a estimé qu'entre le 26 septembre 86 et le 27 février 87 avaient été perpétrés 59 assassinats et 17 disparitions, ce qui rend, selon lui, "irresponsable" une semblable aide au Guatemala.

Le parlementaire a fixé cinq conditions pour que cette assistance soit acceptable : l'entrée de la Croix rouge internationale, la formation d'une commission d'enquête sur le sort des disparus (comme l'exige le Groupe d'appui mutuel) une enquête sur les activités de la police politique, la dissolution des services secrets de sécurité et l'ouverture d'un procès contre les responsables anciens et actuels des violations des droits de l'homme.

DES SYNDICALISTES LATINO-AMERICAINS DENONCENT LA VIOLENCE

Les responsables syndicaux de six centrales de travailleurs de pays latino-américains ont envoyé le 19 mars une lettre ouverte au président Vinicio Cerezo. Dans cette lettre, ils expriment leur inquiétude sur la situation du Guatemala où "les assassinats et les enlèvements continuent à être une réalité quotidienne" et où "le discours officiel coïncide de moins en moins avec la réalité".

La missive est signée par les principaux dirigeants de la Centrale indépendante des ouvriers agricoles et paysans (CIOAC) du Mexique, de la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) du Costa Rica, de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) du Venezuela, de la Centrale nationale des travailleurs (CNT) de Panama, de la Centrale générale

des travailleurs (CGT) du Pérou et de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Chili.

ECONOMIE

ON ANNONCE L'UNIFICATION DU CHANGE DE DEVICES

Le 18 mars, Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a annoncé officiellement l'unification du marché du change libre (1 USD = 3 quetzals) et du marché contrôlé (1 USD = 2.50 quetzals). Cette mesure doit prendre effet avant la Semaine sainte (15 avril).

Le haut fonctionnaire a déclaré qu'avant la fin de l'année 87 le Congrès de la République instituera l'unification totale du change, et il s'est déclaré en faveur d'un type de change fixe mais révisable du quetzal à la place du flottement de la monnaie.

Linares a fait savoir qu'à la date du 31 décembre la dette extérieure s'élevait à 2.538 millions de dollars.

UN BILAN COMMERCIAL POSITIF AVEC LA RFA

Selon des informations données le 22 mars par la RFA, ce pays a exporté, pour l'année 86, des produits pour un montant de 116,8 millions de marks (ce qui représente une diminution de 32,8 % par rapport à l'année précédente) et a importé pour 150,4 millions de de marks, ce qui représente un bilan commercial déficitaire pour la RFA.

Le secrétaire de presse du gouvernement guatémaltèque a fait connaître ces données du gouvernement de RFA. Les produits exportés vers ce pays sont le café (73,1 %) et le coton (7,3 %).

De son côté, la RFA a vendu au Guatemala des produits chimiques (38,8 %), des véhicules et pièces automobiles (9,2 %) et des machines (19,2 %). Les investissements privés allemands ont atteint, pour cette même période, 114 millions de marks (57 millions de dollars).

MOUVEMENT POPULAIRE

LA POLICE EXPULSE DES PAYSANS

Selon des informations connues le 18 mars, des paysans qui occupaient pacifiquement les propriétés "Salinas del tigre" et "La perla", dans la commune de Chicacao, département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays, ont été expulsés violemment par les brigades anti-émeutes de la police nationale, qui ont capturé 18 paysans et incendié 9 fermes.

Les dirigeants du comité paysan de Chicacao ont en outre accusé la police d'avoir frappé des hommes, des femmes et même des enfants. De son côté, Carlos Escoto, porte-parole de la police, a fait savoir que la police nationale avait reçu des ordres "afin de ne pas tolérer les désordres créés par les paysans envahissant des terres".

SITUATION SOCIALE

60 MILLE ENFANTS SOUFFRENT DE PROBLEMES RESPIRATOIRES

Carlos Armando Soto, ministre de la Santé, a fait savoir le 22 mars que soixante mille enfants de moins de cinq ans étaient victimes annuellement d'infections respiratoires aiguës. Le ministre a ajouté que ces cas représentaient la première cause de consultation dans les services de santé, en particulier dans les zones rurales.

Soto a estimé que les infections respiratoires constituaient la seconde cause de maladie et de mortalité infantile après les pathologies diarrhéiques.

DROITS DE L'HOMME

QUATRE PERQUISITIONS EXTRA-JUDICIAIRES

Quatre personnes ont été tuées et six autres blessées grièvement au cours de perquisitions extra-judiciaires pratiquées par des individus non-identifiés et fortement armés dans quatre maisons de diverses régions du pays, a-t-on appris par la presse.

Les victimes sont Maria Magdalena Godoy Ruano, 70 ans, Maria Ines Ruano Oliva, 60 ans, Julia Rodriguez Quinteros, 65 ans, et Joselino Torres y Torres, 65 ans. Les faits ont eu lieu dans les départements de Santa Rosa, Escuitla et San Marcos.

UN EXILE EST ASSASSINE

Edgar Arana Castillo, médecin, publiciste, ex-dirigeant étudiant et employé du journal "El Grafico", de 34 ans, a été retrouvé assassiné par balles dans les eaux de la rivière Los Esclavos, sur la commune de Barberena, dans le département de Santa Rosa, au sud-est du pays. Il avait été enlevé le 19 mars dans la capitale par un groupe d'inconnus. La famille de la victime a fait savoir qu'Arana Castillo était récemment rentré au Guatemala après un exil de plusieurs années à Panama.

UN ETUDIANT ENLEVE ET ASSASSINE

Edgar Oswaldo Juarez del Cid, étudiant de 17 ans, enlevé dans la nuit du 14 mars par des individus non-identifiés, a été retrouvé mort dans la capitale. Le corps portait des blessures au cou et à l'estomac ainsi que des traces de tortures en divers endroits.

UNE ENSEIGNANTE PART EN EXIL

Le 21 mars, le Groupe d'appui mutuel (GAM) a regretté l'exil imposé à la professeur Cinorah Martinez du fait des pressions auxquelles elle a été soumise depuis son enlèvement par des membres de l'armée en novembre, puis sa libération due à la pression internationale.

La professeur Martinez avait dénoncé, lors de sa libération, avoir été maintenue captive dans la base militaire du département de Jutiapa, où elle avait pu observer la présence de plusieurs autres personnes séquestrées. L'enseignante part pour le Mexique d'où elle se rendra au Canada.

LES MODIFICATIONS AU CODE PENAL SONT APPROUVEES

Le Congrès de la République a approuvé le 19 mars, à travers une motion exceptionnelle à caractère d'urgence, les modifications au code de procédure pénale. Ces modifications prévoient que les personnes déjà arrêtées par deux fois ne pourront être emprisonnées sans qu'une sentence ferme ne leur soit dictée au cours de leur procès.

Eduardo Mazariegos, ex-président de la Cours suprême de justice, a qualifié ces réformes d'anticonstitutionnelles et a affirmé qu'elle représentaient "une monstruosité" juridique.

Des parlementaires ont confirmé que l'approbation de la loi s'était faite "par dessus la jambe", sans qu'on leur laisse le temps d'étudier les détails de procédure, les lois et les articles constitutionnels affectés par la modification.

REFUGIES

PAIX, SECURITE ET TRAVAIL SONT LES CONDITIONS POUR LE RETOUR

Le 18 mars, Cruz Barillas, responsable d'un camp de réfugiés, a déclaré que les Guatémaltèques réfugiés au Mexique mettaient pour conditions à leur retour que les Nations-Unies le supervisent et que le gouvernement guatémaltèque garantisse la paix, le travail et la sécurité personnelle. Le dirigeant paysan a ajouté que les délégués guatémaltèques venus visiter les réfugiés pour les convaincre de revenir n'avaient pu leur donner aucune réponse concrète à ce propos.

MISE AU POINT POLITIQUE

UN AVENIR INCERTAIN POUR LA NEUTRALITE

Presque tous les changements signalés ont eu lieu pendant la visite du président Vinicio Cerezo au Perou, en Argentine et en Uruguay. On peut se demander si Cerezo était au courant de ces changements et les approuvait, ou si Gramajo a profité de l'absence présidentielle pour faire son jeu.

Il est peu probable que, présent au Guatemala, le président Vinicio Cerezo se fut opposer aux décisions du haut commandement militaire auquel il a laissé, dès le début de sa présidence, une inconditionnelle autonomie d'action. Les chefs militaires ont probablement mis en oeuvre leurs décisions au moment jugé par eux opportun, sans que la présence ou l'absence du président sur le sol national n'influe sur leur action.

Si ces changements ont été imposés à Cerezo contre sa volonté, on peut s'interroger sur son autorité en tant que commandant général des armées. Plus frappant, à ce propos, est le fait de la nomination du chef de l'état-major de la Défense, qui avec le ministre de la Défense et le président de la république constitue le haut commandement.

De fait, quand le président Cerezo est rentré dans son pays, il a évité toute référence à ce sujet.

Egalement significative fut l'absence de commentaires dans la presse à propos d'un si grand nombre de changements importants dans les hautes sphères de l'armée.

Les événements de ces derniers jours montrent bien le "modus operandi", tacite ou explicite, existant entre Cerezo et les militaires à propos des différentes fonctions qu'ils s'assignent mutuellement.

Lors de son voyage dans le Cône sud, le président Cerezo a affirmé une fois de plus que son gouvernement était en train de démocratiser le pays et conservait sa politique de "neutralité active" dans le conflit centraméricain.

A Montevideo, il a souligné sa volonté d'"aider d'autres peuples du monde à atteindre la paix que nous sommes en train d'acquérir et la société démocratique que nous sommes en train de construire". Pendant ce temps, le haut commandement militaire effectuait des transformations qui ne coïncidaient en rien avec les déclarations présidentielles.

Cerezo fait étalage d'une rhétorique démocratique et neutraliste, tandis que le pragmatisme militaire fait de grands pas dans la direction opposée.

La nouvelle configuration de la hiérarchie militaire semble compromettre sérieusement la crédibilité du gouvernement démocrate-chrétien, tant dans sa politique intérieure que dans sa politique étrangère.

La neutralité active, qui a dès le début été considérée par certains comme un recours tactique conjoncturel et non comme une politique de principe, a apporté de bons résultats au gouvernement Cerezo dans les domaines diplomatique, politique, économique et militaire. Malgré les déclarations officielles, on a pu ces derniers mois en constater la fragilité.

Le gouvernement démocrate-chrétien, qui depuis un an laisse une liberté absolue aux "contras" sur le territoire guatémaltèque, s'est rapproché ostensiblement du Bloc de Tegucigalpa, formé par le Honduras, le Salvador et le Costa Rica, alliés de Washington dans la région.

En outre, la participation du Guatemala à l'approvisionnement en armes de la "contra" est un fait que personne ne semble contester.

Dans ce contexte, vu la structure du pouvoir au Guatemala, le caractère pro-américain et antisandiniste de la nouvelle direction militaire hypothèque la neutralité active et laisse prévoir des déplacements significatifs de position au niveau de la politique étrangère.

SUR LE CHEMIN DU DURCISSEMENT

D'autre part, on assiste depuis quelques semaines à un durcissement en matière de politique intérieure.

Face aux nouvelles propositions de dialogue faites par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en février, le gouvernement et l'armée ont répondu une fois de plus par la négative. Ce fut précisément l'armée qui répondit la première, par une déclaration qui semblait vouloir éliminer les espoirs que d'amples secteurs politiques et sociaux avaient mis dans les possibilités de dialogue. Le général Gramajo en personne déclara fin-février que toute décision gouvernementale à ce sujet devait compter avec l'approbation préalable du haut commandement militaire. Les autorités menacèrent également les travailleurs d'adopter des "mesures drastiques" si l'activité revendicative se poursuivait dans la fonction publique et dans le privé. Parallèlement à la modification de la hiérarchie militaire, on a pu constater un accroissement notoire de la répression qui a rejoint le style des régimes militaires antérieurs.

Les organisations humanitaires et syndicales ont fait remarquer que, pendant la première année du gouvernement démocrate-chrétien, la répression avait légèrement diminué

en quantité pour devenir hautement sélective, tentant ainsi de réduire le développement du mouvement populaire. Néanmoins, au mois de février, le nombre des assassinats et des enlèvements politiques a augmenté de manière significative, tandis qu'est devenue à nouveau quotidienne la présence d'"hommes inconnus et fortement armés" qui enlèvent et assassinent en plein centre urbain, et qui descendent de véhicules immatriculés à l'étranger pour donner le "coup de grâce" à leurs victimes en plein jour et devant de nombreux témoins.

La séquestration de familles paysannes est redevenue monnaie courante, ainsi que la découverte, en nombre croissant, de cadavres horriblement mutilés et torturés.

Les mêmes méthodes que par le passé...

Les listes de citoyens menacés de mort par les "escadrons de la mort" réapparaissent. L'Armée secrète anticommuniste (ESA), qui s'était rendue responsable de tortures et d'assassinats pendant les régimes antérieurs, a également refait son apparition; tandis qu'a surgi le Mouvement de rectification démocratique (MRD). Mais, au Guatemala, la conviction existe que ces escadrons n'ont pu exister comme groupes indépendants de l'armée.

En janvier, le directeur de la police a interdit aux pompiers et aux organismes de secours d'emporter les corps de personnes assassinées. Cette tâche incombe maintenant à la police. Cette décision a été interprétée par la presse locale comme une tentative de dissimuler à l'opinion publique le nombre des actes répressifs en restreignant l'information.

Malgré cela, la presse a fait savoir qu'en février un minimum de 120 assassinats et enlèvements avait été recensé.

Dans la seule journée du 26, 10 assassinats furent connus. Un membre d'un groupe humanitaire souhaitant créer une section guatémaltèque d'Amnesty international a été enlevé, un autre sévèrement agressé. L'institution humanitaire a attribué ces faits aux forces gouvernementales.

On a également dénoncé plusieurs bombardements contre la population civile se trouvant en zone conflictive, provoquant des pertes en vies humaines et des destructions de cultures et de bétail.

Ces faits ont été remarqués par la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies qui, lors de sa dernière assemblée générale, a décidé de continuer à observer la situation des droits de l'homme au Guatemala.

Sous la direction de la nouvelle hiérarchie militaire, la politique guatémaltèque, intérieure et étrangère, semble avoir choisi le chemin du durcissement. C'est ce qu'indiquent les derniers événements.